

L'ère de Tebboune s'ouvre sous le signe de l'apaisement

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4971 - Ven. 3 - Sam. 4 janvier 2020 - Prix : 10 DA

Meurtre d'un enfant à Tipasa

Les cinq suspects présentés devant le parquet

Page 24

Le Parlement turc a voté pour une intervention militaire en Libye

Alerte à nos frontières

Page 3

Après la mort de Qassem Soleimani, peut-on encore éviter la guerre ?

Par Mohamed Habili

Jusqu'à ce qu'un raid américain ne tue ce vendredi le général iranien commandant de la Force al-Qods, le fameux Qassem Soleimani, on pouvait encore croire qu'un nouvel embrasement du Golfe n'était après tout pas inéluctable, qu'il était encore possible que cette région et le monde échappent à cela, même si cette heureuse perspective paraissait avec le temps de moins en moins probable. Depuis, il faudrait être d'un optimisme indéfectible pour continuer à se bercer de cette illusion. Pour que cette guerre n'éclate pas, il faudrait maintenant que l'Iran s'abstienne d'accomplir ce qu'il a déjà promis de faire, à savoir venger la mort de la personnalité iranienne réputée la plus influente après Ali Khamenei, le Guide suprême. Quelque chose qui ne serait possible que dans la mesure où il cessait d'être ce qu'il est aujourd'hui. Ou alors, ce qui revient au même, qu'il soit détruit dans sa forme actuelle avant de pouvoir tenir sa promesse de faire subir aux Etats-Unis une perte équivalente à celle qu'ils viennent de lui infliger. Par deux fois ces derniers temps, la conflagration avait manqué de se produire. Une première fois, il y a de cela quelques mois, quand les Iraniens avaient abattu un drone américain, et que Donald Trump avait, disait-on, décommandé à la dernière minute une opération de représailles.

Suite en page 3

Un premier Conseil des ministres prévu pour demain

Tebboune a nommé un gouvernement de terrain



Deux semaines, jour pour jour, après son entrée en fonction, le Président Abdelmadjid Tebboune a nommé son premier gouvernement, composé de trente-neuf membres autour du Premier ministre, Abdelaziz Djerad. Un premier Conseil des ministres, que présidera Tebboune, est d'ores déjà prévu pour demain au Palais d'El Mouradia.

Lire page 2

46^e vendredi du hirak

Des manifestants pacifiques et déterminés marchent pour le changement

Page 2

Salon national de la photographie de Mila

Fouad Tabhacht de Chlef décroche le prix de «la photo expressive»

Page 13

Un premier Conseil des ministres prévu pour demain

Tebboune a nommé un gouvernement de terrain

■ Deux semaines, jour pour jour, après son entrée en fonction, le Président Abdelmadjid Tebboune a nommé son premier gouvernement, composé de trente-neuf membres autour du Premier ministre, Abdelaziz Djerad. Un premier Conseil des ministres, que présidera Tebboune, est d'ores déjà prévu pour demain au Palais d'El Mouradia.

Par Par Lynda Naili

Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'annonce de la liste des nouveaux membres du gouvernement au siège de la Présidence, Belaïd Mohand Oussaïd, porte-parole officiel de la Présidence de la République, a indiqué que «Tebboune présidera dimanche prochain (demain) la première réunion du Conseil des ministres avec les nouveaux membres du gouvernement». «Le nouveau gouvernement entamera son action par l'élaboration de son plan d'action, lequel sera présenté à nouveau au Conseil des ministres pour adoption avant sa présentation au Parlement», a précisé le porte-parole officiel de la Présidence de la République. Il a ajouté que le nouveau gouvernement est constitué de «39 membres, dont 5 femmes, 7 ministres délégués et 4 secrétaires d'Etat», relevant qu'à vingt-six ans, «le ministre délégué chargé des start-up, Yacine Walid, est le membre le plus jeune». Quelques instants plutôt, créant une première en matière de communication institutionnelle, c'est à travers une retransmission directe que le Président Tebboune, via son porte-parole officiel, Belaïd Mohand Oussaïd, annonce la composante de son premier gouvernement à exactement quinze jours de sa prise de fonction à la tête du pays. A ce titre, après avoir désigné le 28 décembre dernier, Abdelaziz Djerad au poste de Premier ministre, le président de la République désigne son équipe exécutive. Ce nouveau gouvernement compte 28 ministres dont cinq femmes, sept ministres délégués et quatre secrétaires d'Etat. Cette nouvelle composition se veut «le lancement du changement économique en Algérie, conformément aux promesses faites par le président de la République lors de sa campagne électorale et affirmées dans son discours à la nation lors de la prestation de serment», a



conclu le porte-parole officiel de la Présidence.

Une équipe s'articulant entre politiciens...

Ainsi, aux postes régaliens, Tebboune, maintenant Sabri Boukadoum aux commandes des Affaires étrangères, confirmera Kamal Beldjoud au poste de ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. En outre, rappelant Abderahmane Raouya à la tête du département des Finances, poste qu'il avait déjà occupé entre 2017 et fin mars 2019 sous la présidence Bouteflika, dans le gouvernement du Premier ministre Ahmed Ouyahia, Tebboune maintiendra également Belkacem Zeghmati pour le portefeuille de la Justice. Un maintien fortement attendu lorsqu'on sait d'une part, l'intransigeance de Zeghmati dans l'opération «mains propres» menée en haut lieu contre le fléau de la corruption qui a gangrené le pays depuis deux décennies, et d'autre part, l'engagement manifesté par le Président Tebboune tout au long de sa campagne électorale ainsi que dans son discours d'investiture de poursuivre cette lutte contre la corruption, promettant même de recouvrer l'argent dilapidé et détourné des caisses publiques.

Le Président a par ailleurs gardé dans ce nouveau gouvernement aussi bien Mohamed Arkab au poste de ministre de l'Energie que Tayeb Zitouni et Youcef Belmeïdi respectivement ministre des Moudjahidine et des ayants droit et ministre des Affaires religieuses et des Wakfs.

Des technocrates et hommes de terrain...

Dans ce sens, ce premier gouvernement de Tebboune, qui ne comportera pas de ministère de l'Economie, comme attendu par plusieurs spécialistes et experts en la matière, verra tout de même la création d'un département ministériel de la micro-entreprise, des start-up et de l'économie de la connaissance chapeauté par Yassine Djeridene. En outre, un sous-département chargé des statistiques et de la prospective a également vu le jour et sera dirigé par l'ancien ministre Bachir Messaïfa. Autres nouveautés parues dans ce nouveau gouvernement concernent respectivement un ministère délégué chargé de l'agriculture saharienne et des montagnes dirigé par Foued Chehat, jusque-là directeur général de l'INRAA (Institut national de la recherche agronomique en Algérie), un ministère délégué chargé du commerce extérieur chapeauté par Aïssa Bekkai, un ministère délégué chargé de l'industrie pharmaceutique dirigé par Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmad. Quant à Hamza Al Sid Cheikh, Nassim Diafat, Yacine Walid, Rachid Bladehane, Bachir Youcef Sehairi, Salim Dada ainsi que Nouredine Morceli qui respectivement sont ministre délégué chargé de l'environnement saharien, ministre délégué chargé des incubateurs, ministre délégué chargé des start-up, secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale et des compétences à l'étranger, secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie cinématographique, secrétaire d'Etat chargé de la production culturelle, secrétaire d'Etat chargé du sport d'élite.

Cinq femmes dans le gouvernement

Enfin, s'agissant des départements déjà existants où se distingueront cinq femmes, Tebboune a nommé Ammar Belhimer, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement ; Mohamed Ouadjaout à la tête du ministère de l'Education nationale ; le professeur Chems-Eddine Chitour, ministre de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ; Hoyam Benfriha, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels ; Malika Bendouda, ministre de la Culture ; Brahim Boumzar, ministre de la Poste et des Télécommunications ; Sid Ali Khaldi, ministre de la Jeunesse et des Sports ; Kaoutar Krikou, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme ; Ferhat Aït Ali Braham, ministre de l'Industrie et des Mines ; Chérif Omari, ministre de l'Agriculture et du Développement rural ; Kamel Nasri, ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville ; Kamel Rezig, ministre du Commerce ; Arezki Berraki, ministre des Ressources en eau ; Abderrahmane Benbouzid, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière ; Ahmed Chawki Fouad Acheuk Youcef, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ; Bessma Azouar, ministre des Relations avec le Parlement et enfin, Nassira Benharrats, ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables. Quant à Yahia Boukhari, il a été nommé secrétaire général du gouvernement.

L. N.

46^e vendredi du hirak

Des manifestants pacifiques et déterminés marchent pour le changement

Le 46^e vendredi du hirak a eu lieu hier dans plusieurs villes du pays. Cette nouvelle marche intervient au lendemain de la libération provisoire de plusieurs détenus du mouvement, dont les figures les plus emblématiques à l'image de Lakhdar Bouregaa. Elle intervient également au lendemain de l'annonce de la composition du nouveau gouvernement. Une liste qui semble ne pas déplaire aux manifestants qui ne l'ont pas évoquée lors de cette

marche. Lors de ce vendredi pacifique, des milliers de citoyens ont investi la rue pour réitérer leurs revendications habituelles dont l'instauration d'un Etat de droit, une Algérie libre et démocratique, la poursuite de la libération des détenus d'opinion à l'image de Tabbou qui est toujours incarcéré. En effet, des milliers de manifestants ont envahi les rues de la capitale, empruntant l'itinéraire habituel du hirak, notamment la rue Didouche-

Mourad, place Maurice-Audin, rue Hassiba Benbouali. Les manifestants ont scandé l'institution d'un «état civil» ou «Etat civil, souveraineté populaire», évoquant Abane Ramdane, devenu le slogan incontournable du hirak. Scandant «silmya silmya, matalibna charaiya» (pacifique, pacifique nos revendications sont légitimes), les manifestants réaffirment leur détermination à poursuivre leur mouvement comme au premier jour. Des marches

similaires ont eu lieu à Blida, Béjaïa, Tizi-Ouzou, où un nombre très important de citoyens sont sortis pour exiger le changement. A Béjaïa et Tizi Ouzou, la mobilisation, lors de ce 46^e vendredi du hirak, ne semblait pas s'affaiblir à en juger par la foule présente hier sur l'itinéraire habituel de la contestation populaire. Des milliers de manifestants ont scandé «le départ du système», entre autres slogans du hirak.

Thinherine Khouchi

76 détenus libérés dont Bouregaa et Benhadid

L'ère de Tebboune s'ouvre sous le signe de l'apaisement

■ Les autorités judiciaires, à travers l'ensemble du territoire national, ont remis en liberté, jeudi, 76 personnes arrêtées depuis quelques mois, dont le moudjahid Lakhdar Bouregaa et le général à la retraite Hocine Benhadid.

Par Meriem Benchaouia

Beaucoup voient dans cette surprenante et bienvenue vague de libérations la main du président Abdelmadjid Tebboune, qui s'était engagé, lors de la conférence de presse qui a suivi sa prestation de serment le 19 décembre, à libérer «ceux qui ont été emprisonnés injustement». Son porte-parole de campagne, Mohamed Laagab, a aussi assuré que «si ces détenus sont innocents et qu'ils sont injustement emprisonnés, Tebboune va les libérer», étant donné «qu'il est le premier magistrat du pays». Parmi les personnes remises en liberté figurent 51 à Alger, deux à Oran, six à Chlef, quatre à Oued Souf, un à Tissemsilt, trois à Constantine, un à Boumerdès, deux à Taref, deux à Tlemcen et deux à Tipaza. Tôt dans la matinée, le tribunal correctionnel de Bir Mourad Rais a ordonné, jeudi, la mise en liberté du moudjahid Lakhdar Bouregaa, poursuivi pour «atteinte à corps constitué», en attendant son jugement prévu mars prochain, ont affirmé des avocats présents à l'audience. Le tribunal a décidé de reporter l'audience du procès de



Lakhdar Bouregaa au 12 mars prochain. Selon M^r Abdelghani Badi, un des avocats de Lakhdar Bouregaa, il a été procédé à la requalification des faits retenus contre Bouregaa

d'«atteinte à corps constitué» au lieu de «démoralisation de l'Armée». Lakhdar Bouregaa avait été placé en détention à la prison d'El Harrach le 30 juin dernier. Même cas pour le

général à la retraite Hocine Benhadid, très malade, incarcéré à El Harrach depuis le 12 mai 2019 pour «atteinte au moral de l'Armée». Le tribunal a décidé de reporter le procès de Benhadid au 5 mars prochain. La même juridiction a requalifié les faits retenus contre le général Benhadid en «délit d'outrage à corps constitué» au lieu d'«atteinte à corps constitué et tentative de démoralisation des troupes», a précisé M^r Mechri. Le général Benhadid avait été placé en détention le mois de mai dernier. Selon l'ancien ministre de la Communication, la libération, jeudi, du moudjahid Lakhdar Bouragaa constitue un «*signe positif*» qui pourrait participer à la mise en place des mesures de confiance et d'apaisement «*sans lesquelles aucune sortie de crise ne peut être valablement envisagée*». Notons que les réseaux sociaux n'ont cessé de relayer l'annonce de libération de figures de proue du hirak, notamment Karim Tabbou, Fodil Boumala, Samir Benlarbi. Mais ces informations se sont révélées infondées, en attendant qu'une autre vague de libérations vienne les confirmer, toujours dans le sens de ce vent d'apaisement qui souffle sur le pays. **M. B.**

LA QUESTION DU JOUR

Après la mort de Qassem Soleimani, peut-on encore éviter la guerre ?

Suite de la page une

Une deuxième fois, lorsque tout récemment en réaction à une attaque aérienne américaine sur un camp du Hezbollah irakien, des manifestants étaient entrés dans l'ambassade américaine, mais sans que cela ne débouche sur l'irréparable. Le mérite en revient d'ailleurs aussi bien aux manifestants, qui avaient su où s'arrêter, qu'aux forces de sécurité américaines qui n'avaient pas tiré sur eux. L'événement, du fait de ce dont il était gros, mais qui au final ne s'était pas produit, avait même amené à penser que décidément les principaux protagonistes de cette guerre en puissance n'en voulaient pas, et non moins l'un que l'autre. Et puis, au moment où l'on s'y attendait le moins, le coup est venu qui d'une certaine façon remet les pendules à la bonne heure, celle d'un conflit majeur qu'on aura tout fait de part et d'autre pour éviter, ou pour seulement le reporter, mais qui étant arrivé à maturité ne pouvait plus être remis. C'est ce même président américain dont on n'arrête pas de dire qu'il ne voulait pas d'une guerre, ni avec les Iraniens ni avec qui que ce soit d'autre, du moins avant d'être réélu, qui a ordonné l'attaque ayant conduit à la mort de Qassem Soleimani. Il prenait ce faisant l'une des décisions les plus à même de faire déclencher cette guerre avant qu'il ne réalise ce à quoi il tient le plus, c'est-à-dire sa réélection. S'il ne voulait pas de cette guerre, en tout cas pour le moment, c'est bien parce qu'il pensait que ses électeurs ne la voyaient pas d'un bon œil. Serait-ce donc qu'il ait fini par se convaincre du contraire ? A moins qu'il ne se soit dit que la liquidation du général iranien le plus actif hors des frontières de son pays, et en Irak plus qu'ailleurs, n'était pas ce qu'il pouvait faire de plus grave du point de vue des Iraniens, qui pour cela éviteraient de commettre l'irréparable, quand ce ne serait que pour quelques mois encore. Trump peut-il à la fois se débarrasser de Qassem Soleimani et préserver la paix pour les mois qui le séparent de son éventuelle élection ? C'est toute la question. **M. H.**

Le Parlement turc a voté pour une intervention militaire en Libye

Alerte à nos frontières

Ankara, les députés ont autorisé, jeudi, l'envoi de troupes en Libye aux côtés du gouvernement de Tripoli, ciblé par l'offensive du maréchal Haftar, qui a fait dissidence. Convoqué en toute hâte par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, le Parlement a donné son accord au déploiement de troupes turques en Libye en soutien au Gouvernement d'union nationale (GNA) de Tripoli, menacé par une offensive du chef de guerre Khalifa Haftar, soutenu par les Emirats arabes unis et l'Égypte. L'implication de la Turquie risque d'aggraver cette situation de guerre par procuration qui mine le pays. Le président américain Donald Trump a aussitôt mis en garde, dans une conversation téléphonique avec son homologue turc, contre toute «ingérence étrangère» susceptible de «compliquer» la situation en Libye. Washington avait appelé, en novembre 2019, le maréchal Khalifa Haftar à mettre fin à son offensive en vue de s'emparer de Tripoli, même si M. Trump avait pu donner l'impression, par le passé, de le soutenir. Le mandat d'un an voté par les parlementaires laisse à Erdogan le pouvoir de décider seul de la composition et de la taille des forces qui seront déployées. L'envoi de quelques centaines de mercenaires syriens épaulés par des instructeurs de l'armée turque n'est pas

satisfaisant pour le président turc, qui voit plus grand. L'intervention aura lieu «*au sol, sur mer et dans les airs si nécessaire*», avait-il prévenu après avoir signé, le 27 novembre 2019, un double accord de coopération, militaire et de délimitation des frontières maritimes en Méditerranée, avec Faiez Sarraj, le chef du GNA. Les buts affichés sont ambitieux, le texte de la motion évoque ainsi la nécessité de «*protéger les intérêts de la Turquie en Méditerranée, de prévenir le transit de migrants clandestins, d'empêcher les organisations terroristes et les groupes armés de proliférer, d'apporter une aide humanitaire au peuple libyen*».

L'Algérie «n'accepte la présence d'aucune force étrangère»

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a indiqué, jeudi, que l'Algérie prendra «*dans les prochains jours*» plusieurs initiatives en faveur d'une solution pacifique à la crise libyenne, réitérant le rejet de l'Algérie de la présence de toute force étrangère, quelle qu'elle soit, dans ce pays voisin. «*L'Algérie prendra dans les prochains jours plusieurs initiatives en faveur d'une solution pacifique à la crise libyenne, une solution exclusivement inter-libyenne*», a déclaré M.

Boukadoum à la presse en marge de l'envoi d'aides humanitaires en Libye, ajoutant que l'Algérie «*n'accepte la présence d'aucune force étrangère, quelle qu'elle soit, dans ce pays*». Après avoir rappelé la position constante de l'Algérie concernant la non-ingérence, il a réaffirmé que «*la voie des armes ne peut guère être la solution, laquelle réside dans la concertation entre tous les Libyens, avec l'aide de l'ensemble des pays voisins et en particulier l'Algérie*». L'Algérie est de tout temps restée à équidistance des parties en conflit en Libye et a développé une position de «*solidarité*» avec le peuple libyen depuis le début de la crise, continuant à œuvrer pour une solution politique inclusive à la situation dans ce pays. Tout en suivant les développements dans ce pays voisin, l'aspect humanitaire a pris une grande dimension dans la position algérienne dont le dernier geste est l'action de ce jeudi marquée par l'envoi d'aides humanitaires au profit des populations de ce pays frère. C'est sur instruction du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avec la contribution de l'Armée nationale populaire (ANP), que ces aides humanitaires de plus de 100 tonnes, constituées de denrées alimentaires et de médicaments, seront envoyées en Libye via un point aérien liant l'aéroport militaire de Boufarik à celui de

Djanet. L'action de l'Algérie, estimant des observateurs, intervient au moment où différentes parties étrangères poussent vers «*la militarisation accrue du conflit en soutenant une partie avec des risques d'embrasement dans la région*». En outre, l'Algérie a, à travers sa diplomatie, clarifié sa position de principe vis-à-vis du conflit qui frappe la Libye, pays voisin, ajoutent les observateurs, soutenant qu'elle (l'Algérie) «*n'a pas cessé de déployer les efforts allant dans le sens d'épargner les affaires de la guerre au peuple libyen frère*».

L'Union européenne inquiète

L'Union européenne a exprimé hier sa «*grave inquiétude*» après l'autorisation donnée la veille par le Parlement turc au Président Recep Tayyip Erdogan de déployer des troupes en Libye pour soutenir le gouvernement de Tripoli. De «*graves inquiétudes*» agitent l'Union européenne après que le gouvernement turc a autorisé l'envoi de forces armées en Libye. «*L'UE réaffirme sa conviction ferme qu'il n'existe pas de solution militaire à la crise libyenne*», selon un communiqué du porte-parole du Haut représentant des Affaires étrangères. Les actions pour soutenir «*ceux qui se battent dans ce conflit ne peuvent qu'entraîner une déstabilisation*

accrue du pays et de la région», a estimé le porte-parole, cité par l'AFP. L'UE appelle au «*respect sans faille de l'embargo sur les armes de l'ONU et à soutenir les efforts de l'émissaire des Nations unies en Libye, Ghassan Salamé, qui sont la seule voie vers une Libye en paix, stable et sûre*».

Meriem B.

Selon un classement britannique

L'Algérie possède le meilleur potentiel au monde pour le tourisme d'aventure

■ Pour exploiter cet énorme potentiel, l'Algérie aura besoin d'alléger le processus d'octroi de visas et de relier les hôtels aux principaux sites de réservation à l'international.

Par Ihsane Ch.

L'Algérie possède le meilleur potentiel en termes de tourisme d'aventure qui pourrait la propulser comme première destination mondiale pour partir en voyage d'aventure, selon un nouveau classement de l'organisation britannique «British Backpacker Society» (BBS), publié mercredi à Londres. «*Eu égard aux attractions manifestes du pays en termes de voyage d'aventure et au nombre extrêmement faible de voyageurs visitant l'Algérie aujourd'hui, le potentiel de l'industrie touristique algérienne est inégalé en ce moment*», relève BBS dans son communiqué annonçant ce classement annuel. BBS, une organisation leader dans le tourisme d'aventure, regroupant plusieurs experts dans ce type de tourisme dans le monde, souligne qu'avec «des politiques gouvernementales astucieuses favorables au tourisme et une campagne internationale de marketing efficace, l'industrie touristique algérienne pourrait vraiment enregistrer des



records mondiaux de croissance pour les dix prochaines années». BBS évoque un pays «béné» par des paysages désertiques époustouflants, des gens hospitaliers, des ruines antiques mais

aussi par une proximité géographique de l'Europe, qui regroupe les plus importantes communautés de touristes, adeptes du voyage d'aventure. «L'Algérie a longtemps été l'une de mes des-

tinations de voyage préférées. Il est formidable de voir les membres de BBS voter cette année pour donner à l'industrie touristique du pays la reconnaissance qu'elle mérite», déclare

Samuel Joynson FRGS, président de BBS, cité dans le communiqué. Mais pour exploiter cet énorme potentiel, l'Algérie aura besoin d'alléger le processus d'octroi de visas et de relier les hôtels aux principaux sites de réservation à l'international, estime Samuel Joynson FRGS. Michael Worrall, un co-fondateur de BBS, qui s'est déjà rendu à Timimoun et Ghardaïa, précise que ce classement est une reconnaissance de l'hospitalité qui est au cœur de la culture algérienne et aussi un rappel de la bienveillance et de la bonté des Algériens. La ville de Constantine qui «possède l'un des paysages urbains les plus spectaculaires sur terre», est «susceptible de devenir une destination extrêmement populaire pour les voyageurs étrangers dans les années à venir», prévoit un autre co-fondateur de BBS, Adam Sloper. Au top 10 de ce classement annuel, figure l'Arabie saoudite qui occupe la deuxième place ainsi que le Kazakhstan et la Russie, classés respectivement 5^e et 8^e.

I. Ch./APS

Destinées au peuple libyen

Trois avions militaires chargés d'aides humanitaires atterrissent à Djanet

Trois avions militaires chargés de plus de 100 tonnes d'aides humanitaires destinées au peuple libyen ont atterri, vendredi, à l'aéroport de Djanet (Illizi) avant d'être acheminées, aujourd'hui, vers la Libye, sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Octroyées par le gouvernement algérien en coordination avec le Croissant-Rouge algérien et avec la participation de l'ANP, ces aides ont été accueillies par le wali délégué de Djanet, Wassila Bouchachi, le SG du CRA, Ahmed Mizab, le vice-président du CRA, Tayab Benaouda et les représentants des autorités militaires, sécuritaires et locales. S'exprimant à cette occasion, M^{me} Bouchachi a indiqué que «ce genre d'aides humanitaires dont l'objectif est d'alléger les souffrances du peuple libyen n'est pas étrange à l'Etat algérien», ajoutant qu'«elles seront remises aux représentants des autorités libyennes au niveau des zones frontalières». Elle a également salué les «efforts colossaux consentis par les autorités militaires dans l'accompagnement des différentes aides humanitaires à travers les zones frontalières». Pour sa part, M. Benaouda a fait savoir que le CRA avait l'habitude de gérer les caravanes d'aides humanitaires destinées à tous les pays voisins, affirmant que cette caravane à acheminer samedi vers la Libye n'est pas la première et ne

sera point la dernière. Ces aides humanitaires, a-t-il poursuivi, seront remises au Croissant-Rouge libyen pour les distribuer. «D'autres aides seront envoyées, par les autorités algériennes, aux frères libyens à travers toute la Libye», a-t-il révélé, annonçant qu'une réunion avec les représentants du Croissant-Rouge libyen sera tenue dans les jours à venir à Alger, dans le but de «déterminer les différents besoins de nos frères libyens à même de coordonner avec les autorités libyennes à cet égard». Pour rappel, plus de 100 tonnes d'aides humanitaires constituées de denrées alimentaires, de médicaments, de vêtements, de tentes, de groupes électrogènes

et autres avaient été chargés jeudi à Alger. S'exprimant en marge de cette opération, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a indiqué que ces aides «seront envoyées en Libye, via un pont aérien liant l'aéroport militaire de Boutarik à celui de Djanet». «Au regard des liens d'amitié et des relations de bon voisinage entre l'Algérie et la Libye et par principe de fidélité à nos traditions de solidarité fraternelle active et inconditionnelle vis-à-vis du peuple libyen, nous sommes tenus d'être aux côtés de ce peuple frère dans la conjoncture difficile qu'il traverse pour alléger, dans la mesure du possible, l'incidence de cette crise», a encore souligné le

ministre. Le Croissant-Rouge algérien (CRA) assurera, en coordination avec les autorités libyennes, l'acheminement de ces aides au peuple libyen, a-t-il soutenu, rappelant que des centaines d'Algériens résident en Libye notamment dans la zone frontalière de Djanet. «Cette cargaison qui n'est pas la première du genre, n'est pas uniquement le symbole de l'amitié du peuple algérien pour son frère libyen, mais se veut également l'expression de l'engagement de l'Etat algérien et de sa solidarité avec le peuple libyen jusqu'à ce qu'il puisse surmonter la crise qui le secoue et nous secoue tous», a estimé le chef de la diplomatie algérienne, mettant en avant l'im-

portance de parvenir à «un consensus entre toute la composante du peuple libyen, loin de toute ingérence étrangère, quelle qu'elle soit». Pour le ministre, les aides humanitaires qui seront acheminées vers la Libye «interviennent en prélude à l'affirmation du rôle humanitaire de l'Algérie dans une première phase, puis de son rôle politique», précisant que l'Algérie «prendra dans les quelques prochains jours des initiatives en faveur d'une solution pacifique à la crise libyenne». «L'Algérie n'accepte la présence d'aucune force étrangère, quelle qu'elle soit, dans ce pays», a-t-il soutenu.

O. N.

Décès de Dembri

Le Premier ministre rend hommage à un «grand homme d'Etat» et «digne fils de l'Algérie»

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a rendu hommage à l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mohamed Salah Dembri, décédé jeudi, saluant «un grand homme d'Etat et digne fils de l'Algérie qui a gravé son nom en lettres d'or dans les annales de la diplomatie algérienne». «C'est avec une grande émotion que le Premier ministre, monsieur Abdelaziz Djerad, a appris la triste nouvelle du décès de monsieur Mohamed Salah Dembri, ancien ministre des Affaires étrangères, rappelé à Dieu ce 2 janvier 2020», indique un communiqué des services du Premier ministre. «En cette douloureuse épreuve, M. le Premier ministre tient à rendre hommage

au défunt, un grand homme d'Etat et digne fils de l'Algérie, qui a gravé son nom en lettres d'or dans les annales de la diplomatie algérienne et dont le long et riche parcours est orné de patriotisme, de fidélité et de dévouement au service de son pays», a souligné la même source. Le regretté, ajoute le communiqué, «s'est pleinement dévoué à porter, haut et fort et avec clairvoyance, la voix de l'Algérie dans les instances internationales». A la suite de cette «perte immense, M. le Premier ministre présente ses condoléances les plus attristées à la famille du défunt, implorant Allah le Tout-Puissant de l'assister et de lui accorder sérénité et quié-

de». A son tour, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, ministre de la Culture par intérim, Hassane Rabehi, a présenté ses condoléances «les plus attristées» à la famille du défunt, l'assurant de toute «sa compassion et de son soutien en cette douloureuse circonstance». Le ministre a rappelé, en cette triste occasion, «la stature diplomatique du défunt qui demeurera, parmi les hauts cadres de sa génération, une référence en matière de compétence et de hauteur intellectuelle au service de la diplomatie algérienne».

Ouali N.

Pétrole

Le Brent à plus de 68 dollars

■ Les cours du pétrole bondissaient hier, après l'annonce de la mort à Bagdad du général iranien Qassem Soleimani dans un raid américain qui fait craindre aux marchés une escalade dans la région.

Par Salem K.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 68,63 dollars à Londres, en hausse de



3,59 % par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour février gagnait 3,53 % à 63,34 dollars. Les prix du pétrole ont bondi de plus de 4 % peu après l'annonce

PHOTO dans la nuit de la mort du général et émissaire de la République islamique en Irak, le WTI atteignant même 63,84 dollars, un niveau plus vu depuis mai. Qassem Soleimani et un dirigeant pro-iranien ont été tués tôt hier dans un raid américain à Bagdad, trois jours après une attaque inédite contre l'ambassade américaine. Ce raid de l'armée américaine suscitait les appels à la «vengeance» de l'Iran et attisait les craintes d'un conflit ouvert entre Washington et Téhéran. «Les tensions dans la région ont fait bondir le pétrole», confirmait dans une note David Madden, analyste chez CMC Markets à Londres, tandis que les analystes de JBC Energy ont souligné qu'«une nouvelle escalade reste une possibilité».

Le marché pétrolier avait jus-

qu'à présent peu réagi à la situation irakienne, des analystes estimant alors que l'offre de pétrole n'était pas encore menacée. «Si vous en voulez plus, vous en aurez plus», a cependant menacé l'influent sénateur républicain Lindsey Graham, proche allié de M. Trump. Ce bond des prix du pétrole intervient en outre dans un contexte où les cours ont récemment été portés par «les baisses de production de l'Opep+ décidées en décembre, par des données macroéconomiques solides aux Etats-Unis et par l'apaisement des tensions sino-américaines, susceptibles de soutenir la demande de pétrole à moyen terme», a relevé Carlo Alberto De Casa, analyste pour ActivTrades.

S. K./APS

Changes

Le yen progressait face aux principales devises

Le yen, traditionnelle valeur refuge, progressait face aux principales devises hier, bénéficiant de l'aversion au risque engendré par l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani dans un bombardement américain. Vers 10h05 GMT, le yen gagnait 0,43 % face au billet vert, à 108,10 yens pour

un dollar, après avoir atteint à 07h55 GMT 107,92 yens pour un dollar, un plus haut en deux mois. Face à la devise européenne, le yen gagnait 0,73 % à 120,43 yens pour un euro. Vers 09h15 GMT, il est monté jusqu'à 120,31 yens, pour la première fois en trois semaines. La mort du général iranien Qassem

Soleimani, émissaire de la République islamique en Irak, et d'un dirigeant pro-iranien dans un raid américain à Bagdad «ont suscité des craintes d'escalade entre les Etats-Unis et l'Iran, ce qui a pesé sur l'appétit pour le risque et soutenu le yen», ont expliqué Fritz Louw et Lee Hardman, ana-

lystes. La devise japonaise, traditionnelle valeur refuge qui s'apprécie en période d'incertitudes, est «le grand gagnant de l'accroissement des tensions géopolitiques», a renchéri Kit Juckes, analyste. Cette hausse survient tout juste un an après l'envolée du yen, qui avait temporairement pris plus de 3,6 %

face au dollar dans un marché peu liquide. Une telle hausse soudaine est cependant «peu probable», ont souligné les analystes. L'euro, par ailleurs, perdait encore du terrain face au dollar, après avoir déjà baissé la veille. Il perdait 0,30 %, à 1,1139 dollar.

Salim M.

Zone euro

Les crédits au secteur privé décélèrent en novembre

La croissance des crédits accordés par les banques de la zone euro au secteur privé a légèrement décéléré en novembre, qui marquait la relance des rachats de dette pour soutenir l'économie par la BCE, a indiqué hier l'institution. Les crédits aux entreprises non financières et aux ménages européens, ajustés de certaines opérations strictement financières, ont progressé de 3,6 % en novembre sur un an,

après 3,7 % en octobre. Le tassement de la croissance des prêts est plus marqué chez les entreprises industrielles et commerciales, à 3,4 % sur un an, soit 0,4 point de moins sur un mois, au moment où la Banque centrale européenne relançait ses rachats de dette publique et privée sur le marché. Son programme baptisé «QE», déjà mené de mars 2015 à fin 2018, est désormais actif à raison de 20 milliards d'euros dépensés

par mois, pour tenter de relancer une économie au ralenti dans la zone euro. Ce recul est lié à la «récession industrielle et à la baisse des stocks, qui ont un impact négatif sur l'appétit des investisseurs envers le crédit», commente de son côté Bert Colijn, économiste chez ING. Un signal «important» montrant selon lui que la reprise de l'économie «ne semble pas au coin de la rue», malgré les efforts consentis par la BCE. La

croissance des crédits aux ménages s'est elle inscrite à 3,5 %, inchangée par rapport à octobre mois, et reste tirée par les prêts à la consommation (+5,8 % sur un an en données non ajustées). La masse monétaire M3, agrégat utilisé par la BCE comme un indicateur avancé de l'inflation, a augmenté moins vite en novembre, à +5,6 % sur un an, soit un dixième de point de moins qu'en octobre. L'inflation en zone

euro en novembre a elle légèrement accéléré à 1,0 %, contre 0,7 % en octobre, mais en restant éloignée du rythme «proche de 2%» poursuivi par la BCE. Pour 2020, les manœuvres monétaires devraient être limitées au sein de la BCE engagée, sous la houlette de sa nouvelle présidente Christine Lagarde, dans une vaste révision de sa stratégie.

A. O.

France

L'inflation accélère en décembre à 1,4 % sur un an, selon l'Insee

La hausse des prix à la consommation a accéléré en décembre à 1,4 % sur un an, contre +1 % le mois précédent, en raison d'un net rebond des prix de l'énergie, a indiqué hier l'Insee. L'accélération de l'inflation en décembre s'explique principalement par «un rebond marqué des prix de l'énergie» (+2,6 %, contre un reflux de 0,6 % en novembre), a expliqué l'institut statistique dans un communiqué. «Ce sursaut s'inscrit dans le sillage de ceux des produits pétroliers», précise l'organisme dans une estimation provisoire. Les prix de l'alimentation et du tabac, eux, ont augmenté «au même rythme que le mois précédent», durant lequel ils avaient marqué une nette hausse. Enfin, «la moindre baisse des prix des produits manufacturés et la légère accélération des prix des services ont également

contribué à gonfler l'inflation», note par ailleurs l'Insee. Sur un mois, les prix à la consommation ont progressé de 0,4 %, après être pratiquement restés stables (+0,1 %) en novembre, a précisé l'institut statistique. En glissement mensuel, les prix de l'éner-

gie et de l'alimentation ont grimpé de façon «plus dynamique» que le mois précédent, tandis que ceux des services ont rebondi «de manière saisonnière». Les prix du tabac, quant à eux, sont restés «stables après une forte hausse en novembre»

due à un alourdissement de la fiscalité, tandis que les prix des produits manufacturés connaissent un léger rebond après une baisse le mois précédent. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), qui sert pour les comparaisons avec les

autres pays de l'Union européenne, a connu une nouvelle accélération marquée sur un an, à 1,6 %, contre +1,2 % en novembre et +0,9 % en octobre, selon les chiffres provisoires de l'Insee.

Agences

Brésil

Net recul de l'excédent commercial en 2019

L'EXCÉDENT commercial du Brésil a nettement reculé de près de 20 % l'an dernier par rapport à l'année précédente, à 46,67 milliards de dollars, en raison d'une nette baisse des exportations, a annoncé jeudi le ministère de l'Economie. Ce résultat est le moins bon depuis quatre ans : l'excédent commercial avait été de 19,51 milliards de dollars en 2015. En 2018, la première économie d'Amérique latine avait enregistré un excédent commercial de 58,03 milliards de dollars (chiffres révisés), après un excédent record de 66,99 milliards en 2017. L'an dernier, les exportations brésiliennes se sont élevées à 224,02 milliards de dollars, en baisse de 7,5 %. Par ailleurs les importations ont atteint 177,34 milliards de dollars, en recul de 3,3 %. Le ministère de l'Economie a imputé le recul des exportations en partie à une baisse des ventes vers l'Argentine, grand partenaire commercial traditionnel du Brésil mais dont les importations en provenance de ce pays ont chuté de 35,6 % l'an dernier. La Chine est restée le premier acheteur de produits du Brésil, grand pays de l'agro-négoce, avec 65,39 milliards de dollars (-3,1 %), devant les Etats-Unis avec 29,56 milliards de dollars (+1,8 %). Après avoir accusé la Chine d'«acheter le Brésil», le président d'extrême droite Jair Bolsonaro s'était révisé par pragmatisme, effectuant même une visite à Pékin au cours de l'année écoulée. La Chine est devenue l'un des premiers investisseurs au Brésil. Ces chiffres ont été publiés un an après la prise de fonction du gouvernement de M. Bolsonaro, qui compte sur son programme économique ultra-libéral pour sortir de l'ornière une économie qui ne s'est toujours pas réellement remise de la récession historique de 2015 et 2016.

R. E.

Mascara

800 millions DA pour l'aménagement des sites d'habitation en cours de réalisation

■ La wilaya de Mascara a bénéficié d'une enveloppe financière de 800 millions DA pour l'aménagement des sites d'habitation en cours de réalisation, a déclaré jeudi le wali, Hadjri Derfouf.



Par Nassima A.

Le wali a indiqué, lors du conseil exécutif de la wilaya consacré à l'examen de la situation des programmes de développement inscrits à l'intitulé de la wilaya, que le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a débloqué un montant de 800 millions DA pour les travaux de routes, de réseaux principaux et secondaires des logements publics aux sites en cours de réalisation avec un taux d'avancement des travaux de 60 pour cent. Ces projets d'habitat sont répartis entre publics locatifs LPL et location/vente, a souligné le chef de l'exécutif. Pour sa part, la directrice de wilaya de l'urbanisme, de la construction et de l'architecture a fait savoir, lors de cette réunion, qu'une enveloppe de 337 millions DA a été allouée du montant total estimé de 800

millions DA pour achever les travaux d'aménagement de six sites d'habitat situés dans les communes de Mascara, Mohammadia et Hachem et dont le taux d'avancement a dépassé 80 pc. Le premier site concerné par les travaux d'aménagement est le quartier de Sidi Abdelkader Bendjebbar de Mascara, qui abrite le projet de construction de 860 logements sociaux locatifs doté d'une enveloppe financière de 110 millions DA, a-t-elle précisé, ajoutant que le deuxième site situé à la ZHUN 12 à Mascara englobe le projet de réalisation de 2.400 logements locatifs publics et le troisième site renferme le projet de 1.000 logements de location/vente et 2.338 logements locatifs publics, pour une enveloppe de 120 millions DA. Un montant de 30 millions DA a été alloué pour le quatrième site à hai «Hebri» à Mascara, qui englobe le projet de construction de 400 logements de location/vente pour l'achèvement des routes et du réseau d'assainissement, l'eau potable, la réalisation du réseau d'éclairage public et la pose du réseau de fibre optique. Le cinquième site, qui est situé dans la commune de Mohammadia a bénéficié d'un projet de construction de 400 logements de location/vente AADL doté d'une enveloppe de 56,9 millions DA pour l'achèvement des travaux routiers et des réseaux d'assainissement et d'eau potable et l'aménagement du réseau d'éclairage public. Une enveloppe de 20 millions DA a été allouée au 6e site situé à Hachem pour la réalisation de 100 logements LPL et l'achèvement des travaux de voirie et réseaux divers, a-t-on indiqué.

N. A./APS

M'sila Saisie de plus de 400 kg de viandes blanches impropres à la consommation

LES ÉLÉMENTS de la sûreté de la daira de Djebel Messaad ont saisi 400 kg de viandes blanches impropres à la consommation, lors d'une opération de contrôle, ont annoncé, jeudi les services de la sûreté de wilaya de M'sila. Cette saisie a été effectuée mercredi à la sortie de la ville de Djebel Messaad lors d'un contrôle d'un camion transportant la dite quantité de viande blanche, a précisé la même source détaillant que l'expertise vétérinaire a relevé que la marchandise était impropre à la consommation. La même source a indiqué qu'il a été procédé à la destruction de cette quantité de viande et qu'un dossier pénal a été constitué à l'encontre du commerçant contrevenant.

R. R.

Bouira

186 projets financés par l'Ansej en 2019

Au total, 186 projets d'investissement ont été financés durant l'année 2019 par l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) à Bouira, d'après les statistiques fournies jeudi par le directeur de l'antenne locale de cette agence, Adel Hemmal. L'agence Ansej de Bouira «a reçu en 2019 un nombre de 350 dossiers de financement de projets et de création de petites entreprises, et la commission de sélection n'a choisi et accepté que 201 demandes», a tenu à préciser M. Hemmal dans une déclaration à l'APS. «Sur les 201, l'Ansej n'a financé que 186 projets, tandis que le reste est en cours de financement», a encore précisé le même responsable. Le choix et la validation de ces dossiers se sont effectués sur la base d'une série de critères de réussite dont notamment une

formation universitaire et une formation dans le domaine de la gestion d'entreprise, ainsi que selon les demandes du marché local», a souligné le même responsable. Les dossiers validés portent sur la création de petites entreprises activant notamment dans les domaines de l'agroalimentaire et de l'agriculture. «L'Ansej de Bouira accompagne ces jeunes entrepreneurs dans leurs démarches et dans leurs projets afin de les aider à réussir le pari et maîtriser la gestion de leur micro-entreprises», a-t-il assuré. Ainsi, avec la validation de ces nouveaux dossiers, l'Ansej de Bouira aura financé plus de 7 100 projets depuis sa création en 1998, selon les chiffres donnés par les responsables de l'antenne locale. La majorité des jeunes bénéficiaires ont pu réussir à créer leurs propres micro-

entreprises et booster le marché de l'emploi au niveau local. Durant cette période allant de 1998 à 2019, des centaines de jeunes chômeurs ont été recrutés dans plusieurs petites et moyennes entreprises nouvellement créées dans le cadre de l'Ansej. La plupart des projets créés sont liés à l'industrie agro-alimentaire, l'agriculture, ainsi qu'à l'artisanat traditionnel et aux services, selon les explications de l'Ansej de Bouira. Par contre, certains bénéficiaires sont confrontés à des difficultés financières et d'autres liées aux problèmes de gestion. En raison de ces problèmes, ceux-ci n'ont pas pu honorer leurs engagements de paiement vis-à-vis de l'Ansej.

Samy Y.

Bordj Bou Arreridj

Plus de 26 millions dollars d'exportations des entreprises en 2019

La valeur des exportations des entreprises industrielles algériennes activant dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj a excédé au cours de l'année 2019 les 26 millions dollars, apprend-on jeudi de l'inspection divisionnaire des douanes algériennes de la wilaya. Cette valeur des exportations a enregistré une

augmentation de 2 millions dollars comparativement à 2018, selon la même source qui a relevé que cette évolution était prévisible avec l'entrée en activité du port sec de Tixter où plus de 8 000 containers ont été traités durant 2019 avec une croissance de 200% comparativement à l'année précédente.

L'essentiel, soit 90%, de ces exportations a porté sur des articles électroniques et électroménagers des entreprises activant dans la zone industrielle de la wilaya, selon la même source qui a ajouté que le reste des produits exportés ont été les textiles et les denrées agricoles notamment l'huile d'olive et le miel.

Outre le rôle efficace du port sec, les mesures incitatives accordées par l'Etat aux actions d'exportation des entreprises économiques ont contribué à l'augmentation de la valeur des exportations, a encore noté la

N. T.

Tizi-Ouzou

Rencontre sur l'amélioration de la qualité du miel, lundi prochain à l'ITMAS

Une journée technique sur l'amélioration de la qualité du miel se tiendra lundi prochain à l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé (ITMAS) de Boukhalifa, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris, jeudi des organisateurs. Placée sous le thème «Comment produire un miel de qualité et normes d'étiquetage des pots de miel», cette journée technique qui réunira

des apiculteurs de la wilaya vise à améliorer l'itinéraire technique en corrigeant certaines erreurs observées chez les apiculteurs (traitement, protection des ruches en hiver et été, nourrissage) afin de produire un miel de qualité et en quantité, a souligné le président de l'Association des apiculteurs professionnels de la wilaya, Salem Touati. La maîtrise de l'étiquetage a pour

but de mettre en valeur le produit, par une bonne présentation du miel (zone de production, type de miel, année de récolte), de l'identifier et de le mettre en valeur pour sa commercialisation, a ajouté M. Touati. Deux communications qui seront présentées par des universitaires sont au programme de cette rencontre organisé en collaboration avec la chambre de wilaya de

l'agriculture, la direction locales des services agricoles et l'ITMAS de Boukhalifa. La première, intitulée «comment produire un miel de bonne qualité», sera animée par un enseignant universitaire tandis que la deuxième portera sur les «Normes d'étiquetage des pots de miel», a-t-on ajouté de même source.

APS

Ennahdha se taille la part du lion

La Tunisie a un nouveau Premier ministre et un nouveau gouvernement

■ Dirigé par Habib Jemli, le nouveau gouvernement tunisien est composé de 28 membres. Le Premier ministre a été choisi par le parti d'inspiration islamiste Ennahdha.



Par Sabiha O.

Désigné par le parti d'inspiration islamiste Ennahdha, Habib Jemli a annoncé jeudi la composition de son gouvernement formé de personnalités indépendantes. Des négociations, qualifiées de «difficiles» avec d'autres partis politiques, avaient échoué. Le nouveau gouvernement doit encore obtenir la confiance du Parlement. Habib Jemli a été secrétaire d'Etat à l'Agriculture de 2011 à 2014. Le nouveau chef du gouvernement

est parfois décrit comme «sans surprise et bon exécutant»... Il est considéré comme proche d'Ennahdha. Le mouvement, qui se définit lui-même comme «musulman démocrate» et non comme «islamiste», était arrivé en tête des législatives du 6 octobre. Plusieurs membres du gouvernement ne sont pas connus du public. Le cabinet est composé de 28 ministres, dont quatre femmes. «Je suis confiant que ce gouvernement sera approuvé par le Parlement», a déclaré Habib Jemli à la presse. Cette annonce intervient après quelques jours

de confusion. A plusieurs reprises, le nouveau chef du gouvernement avait annoncé avoir finalisé sa liste. Mais celle-ci n'a été finalement signée par le président Kaïs Saïed que le 2 janvier, selon un communiqué de la présidence de la République.

Le nouveau cabinet

Dans le nouveau gouvernement (dont la presse tunisienne en ligne a publié la liste), le juriste et porte-parole du parquet ainsi que du pôle antiterroriste, Sofiene Sliti, a été désigné

ministre de l'Intérieur. Les ministères de la Défense et de la Justice ont été attribués respectivement à Imed Derouiche et Hédi Guédiri, ancien Premier président de la Cour de Cassation. Le ministère des Affaires étrangères revient à Khaled Shili. Jusque-là, ce dernier était ambassadeur de Tunisie en Jordanie. Le nouveau ministre des Finances est un ministre : Lamia Zribi, diplômée en sciences économiques de la faculté de Tunis. Un ex-ministre des Finances, Fadhel Abdelkafi, a été choisi comme ministre du Développement et de la coopération internationale. A la Jeunesse et aux Sports, Habib Jemli a nommé l'ex-légende du football Tarek Dhiab. L'acteur populaire Fathi Hadaoui a été désigné à la tête du ministère de la Culture. Le seul ministre reconduit est René Trabelsi, qui reste à la tête du ministère du Tourisme.

Retard

Habib Jemli, désigné mi-octobre pour former le gouvernement, a consulté pendant deux mois partis, syndicats et personnalités nationales sans parvenir à convaincre suffisamment d'interlocuteurs pour constituer une coalition. Après l'échec de ces discussions, il avait annoncé le 23 décembre sa décision de former un gouvernement d'«indépendants» en raison des «irrailements» entre partis. Certains partis ont imposé des «conditions» pour participer au gouvernement, avait-il dit sans autres précisions. «Ne bénéficiant ni d'un appui politique en interne, ni d'un paysage politique assez stable et

propice pour trouver un consensus aux alliances indispensables pour pouvoir former son gouvernement, Habib Jemli s'est trouvé également coincé au milieu de jeux, de calculs et de manœuvres politiques très compliqués», commente La Presse. «Maintenant que la composition de son gouvernement est prête comme il l'a annoncé, Habib Jemli sera placé devant un défi encore plus grand : obtenir la confiance d'un Parlement fragmenté, hétérogène et faire face à une opposition plus forte que jamais», poursuit le quotidien francophone. Reste à fixer une date pour un vote de confiance à l'Assemblée des représentants du peuple, le Parlement tunisien. Selon la Constitution, si la confiance du Parlement n'est pas accordée, le président de la République «engage des consultations dans un délai de dix jours avec les partis politiques et les groupes parlementaires, en vue de charger la personnalité jugée la plus apte, en vue de former un gouvernement dans un délai maximum d'un mois». Le retard dans l'entrée en fonctions d'un gouvernement risque de repousser davantage les réformes indispensables à la relance de l'économie nationale. Huit ans après la révolution qui a mis fin à la dictature de Zine El Abidine Ben Ali, la Tunisie, berceau du Printemps arabe, reste confrontée à de nombreux défis. Si la sécurité s'est nettement améliorée après une série d'attentats jihadistes en 2015, le chômage continue de frapper la population, notamment les jeunes, et l'inflation grignote un pouvoir d'achat déjà faible.

S. O. / Le Monde

Cause sahraouie

Solidarité agissante et intensification de la sensibilisation en Europe

Le combat pour la cause sahraouie s'intensifie de plus en plus en Europe à l'instar des actions menées à travers le monde où la défense du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination ainsi que de ses richesses naturelles, ont relevé des militants sahraouis. Rencontrés en marge des travaux du Congrès du Front Polisario tenu récemment à Tifariti (territoires sahraouis libérés), des représentants de la diaspora sahraouie ont fait part des actions menées sans relâche pour la sensibilisation sur leur juste cause. Ces campagnes sont mises à profit pour dénoncer, avec le soutien des Ong, des partis politiques et des défenseurs des droits de l'homme à travers le monde, le pillage des richesses naturelles au Sahara occidental ainsi que la poursuite de l'occupation marocaine face au blocage du processus de règlement onusien, notamment depuis la démission de Horst Kohler, Envoyé personnel du secrétaire général de l'Onu, ont déclaré des militants à l'APS. Des cadres du Front Polisario ont salué les différentes actions menées par

les Sahraouis d'Europe, via une série de manifestations annuelles, ou conjoncturelles, et à travers la préservation de l'identité culturelle (habit traditionnel et l'identité du peuple sahraoui qui revendique son droit légitime à l'autodétermination). Le militant sahraoui pour les droits de l'Homme en Espagne, Mohamed Mahmoud Salem Abdallah Reguibi, également chirurgien et interprète en Espagne, a loué la solidarité du peuple hôte avec des milliers de Sahraouis installés actuellement dans ce pays, en dépit de la position de son gouvernement qui soutient le Maroc. Ce représentant de la circonscription de Valence a fait savoir que parmi les actions engagées sous d'autres cieux, les Sahraouis en Espagne contribuent aux aides financières aux profits de leurs compatriotes se trouvant dans les camps de réfugiés. La diaspora, a-t-il ajouté, prend part à toutes les activités liées à la cause du peuple sahraoui et la dénonciation des actions hostiles à son égard, qu'elles soient à caractère politique (manifestations, conférences) ou cultu-

relles, et ce, avec le soutien de partis politiques en plus de mouvements solidaires avec la RASD. Formé en Russie, le chirurgien se rappelle aussi de son expérience dans la traduction de films et documentaires sur le Sahara occidental, de l'Espagne vers le russe, afin de faire connaître la cause sahraouie dans ce pays, où nombres de Russes expriment leurs soutien au combat du peuple Sahraoui. De son côté, un membre de la représentation officielle du Front Polisario en Suède, Haddi El Kentawi, a loué le fait que même si ce pays ne comptait pas un grand nombre de Sahraouis, «plusieurs partis politiques, toutes tendances confondues expriment leur solidarité avec le peuple sahraoui, renforçant ainsi les efforts de la société civile autour de la paix et de la justice». La diaspora sahraouie qui se trouve dans ce pays, travaille en synergie avec toutes les franges de la société sahraouie qui se trouvent en Suède, selon El-Kentawi, à savoir, les universitaires, la jeunesse, les syndicats, les activistes des droits de l'homme et également la repré-

sentation féminine. «On attend juste la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) par le gouvernement suédois, sachant que le Parlement suédois avait appelé dans une recommandation en 2012, pour cette reconnaissance». Le journaliste Lahcene Boulensse, également écrivain sahraoui active au profit de la cause sahraouie, entre l'Espagne et la France. Il se dit fier de voir élargir, la cartographie de la diaspora sahraouie en Europe, mais aussi en Amérique Latine et aux Etats-Unis. Elle organise ou prend part à des séries de manifestations au niveau des capitales européennes sur le conflit au Sahara occidental, dont la grande manifestation tenue en octobre en France, sous le slogan: «Paris parle sahraoui». Pour le président de la Ligue des journalistes sahraouis en Europe, Bachir Mohamed Lahcene, la diaspora commence à donner plus de visibilité à son rôle dans la lutte et le combat pacifiques du peuple sahraoui pour sa liberté et la protection de ses richesses.

Fella Y./APS



Irak

Brusque escalade, Washington tue un puissant général iranien

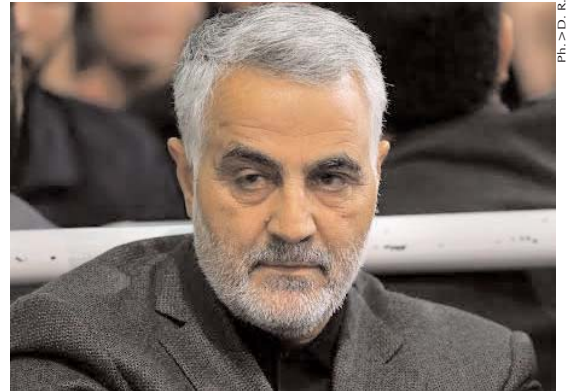
■ Le puissant général iranien Qassem Soleimani, émissaire de la République islamique en Irak, et un dirigeant pro-iranien ont été tués tôt hier dans un raid américain à Bagdad, suscitant les appels à la «vengeance» de l'Irak et attisant les craintes d'une «guerre dévastatrice».

Par Rosa C.

Cette frappe a été décidée par le président américain Donald Trump, qui a lui-même donné l'ordre de «tuer» Soleimani, un dirigeant des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique, selon le Pentagone. Abou Mehdi al-Mouhandis, numéro deux du Hachd al-Chaabî, coalition de paramilitaires majoritairement pro-Irak désormais intégrés à l'État irakien, est également mort dans ce bombardement. Il s'agit de «la plus importante opération de "décapitation" jamais menée par les États-Unis, plus que celles ayant tué Abou Bakr al-Baghdadi ou Oussama Ben Laden», les chefs des groupes État islamique (EI) et Al-Qaïda, a dit Phillip Smyth, spécialiste américain des groupes chiites armés. Aussitôt, le président iranien Hassan Rohani a promis que «l'Irak et les

autres nations libres de la région» prendraient «leur revanche sur l'Amérique criminelle pour cet horrible meurtre». Téhéran a convoqué le responsable de l'ambassade suisse, qui représente les intérêts américains, pour dénoncer le «terrorisme d'État de l'Amérique». L'assassinat ciblé de Soleimani va «enclencher une guerre dévastatrice en Irak», a prédit le Premier ministre démissionnaire irakien Adel Abdel Mahdi. Dans ce contexte, les États-Unis ont appelé leurs ressortissants à quitter l'Irak «immédiatement», tandis que le turbulent leader chiite irakien, Moqtada Sadr, a réactivé sa milice anti-Américains, l'Armée du Mehdi, ordonnant à ses combattants de «se tenir prêts». Depuis des années, Bagdad est pris en étau entre ses deux grands alliés, américain et iranien – eux-mêmes au cœur de tensions grandissantes sur le dossier du nucléaire – et la mort du général Soleimani laisse

craindre un conflit ouvert entre les deux pays. La frappe américaine intervient après l'assaut mardi de l'ambassade américaine à Bagdad par des milliers de partisans du Hachd, une démonstration de force inédite qui a ravivé pour Washington le traumatisme de la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran en 1979. «Les renseignements américains suivaient Qassem (Soleimani) depuis des années, mais ils n'ont jamais appuyé sur la détente. Lui le savait mais n'a pas mesuré à quel point ses menaces de créer une autre crise des otages à l'ambassade (à Bagdad) changerait la vision des choses», a expliqué à l'AFP Ramzy Mardini, de l'Institut of Peace. «Trump a changé les règles en l'éliminant», a-t-il ajouté. Le raid américain a visé avant l'aube un convoi de véhicules dans l'enceinte de l'aéroport de Bagdad, tuant au moins neuf personnes au total, selon des responsables des services de sécurité irakiens. Outre le général Soleimani, l'autre grande figure tuée est Abou Mehdi al-Mouhandis, véritable chef opérationnel du Hachd al-Chaabî et lieutenant du général pour l'Irak depuis des décennies. Tous deux sous sanctions américaines, ils seront enterrés aujourd'hui. Alors que trois jours de deuil ont été déclarés en Iran, le Parlement irakien se réunira ce même jour pour déterminer la position du pays à la lumière de ce coup de tonnerre. «Sur ordre du président, l'armée américaine a pris des mesures défensives décisives pour protéger le personnel américain à l'étranger en tuant Qassem Soleimani», a indiqué le Pentagone dans un communiqué. L'ambassadeur iranien à Bagdad a déroulé le fil des événements sur la télévision d'État: «A 01h00 (minuit GMT), deux véhi-



PH. D. R.

cules transportant les martyrs Soleimani et Abou al-Mouhandis ont été attaqués par des missiles des forces américaines et tous les passagers, soit 10 personnes, des camarades et des gardes du corps, sont devenus martyrs». Cette frappe américaine intervient à la suite d'attaques à la roquette contre ses diplomates et ses soldats. Non revendiquées, elles ont tué le 27 décembre un sous-traitant américain et ont été attribuées par Washington aux forces pro-Irak en Irak. Le 29 décembre, Washington avait rétorqué en bombardant une base près de la frontière syrienne, faisant 25 morts. A moins d'un an de la présidentielle américaine et alors que le Congrès américain n'a pas été notifié en amont du raid selon un élu démocrate, les réactions ont divergé à Washington. L'influent sénateur républicain Lindsey Graham, proche allié de M. Trump a menacé l'Irak: «si vous en voulez plus, vous en aurez plus». Mais la présidente de la Chambre des représentants, la démocrate Nancy Pelosi, a estimé que «l'Amérique – et le monde – ne pouvaient se permettre une escalade» qui atteindrait «un point de non-retour». Le raid américain va «accroître les tensions», a jugé Moscou, tandis que Pékin a appelé au «calme». Damas a dénoncé une «lâche agression américaine». Vers 07h40 GMT, les cours du pétrole bondissaient en raison

des risques de conflit au Moyen-Orient. Des experts craignent aussi un isolement diplomatique de l'Irak, deuxième producteur de l'Opep, voire des sanctions politiques et économiques contre le pays. En renversant en 2003 le régime de Saddam Hussein, les États-Unis avaient pris la haute main sur les affaires irakiennes. Mais le système qu'ils ont mis en place est désormais noyauté par Téhéran et des mouvements pro-Irak. Ceux-ci ont assemblé un arsenal inégalé grâce à Téhéran et au fil d'années de combat contre l'EI. Si le Hachd a combattu à partir de 2014 aux côtés des troupes irakiennes et de la coalition internationale antijihadistes emmenée par Washington, certaines de ses factions sont désormais considérées par les Américains comme une menace plus importante que l'EI. Les frappes de hier rendent plus réelle la menace pesant depuis des mois sur l'Irak: que son sol se transforme en champ de bataille par procuration pour Téhéran et Washington. Sur la place Tahrir à Bagdad, épice d'un mouvement antigouvernemental secouant depuis plus de trois mois le pays, des dizaines d'Irakiens se sont félicités de la mort de Soleimani, et le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a partagé sur Twitter une vidéo les montrant «dansant pour la liber-».

R. C.

Commentaire

Corruption

Par Fouzia Mahmoudi

Les affaires de corruption touchant Benyamin Netanyahu se suivent et malgré tout, le Premier ministre, à la longévité étonnante à la tête de l'État, continue de prétendre à son innocence. Et pourquoi pas après tout ? Après sa réélection à la tête du Likoud la semaine dernière, Benyamin Netanyahu a fait le plein de confiance. Ce scrutin interne a permis de valider la situation politique du Premier ministre israélien, inculpé pour corruption dans une série d'affaires et en lice pour les législatives de mars. En vue des prochaines élections, il a demandé mercredi l'immunité au Parlement israélien. Les avocats du chef du gouvernement israélien ont ainsi déposé la demande d'immunité auprès du président de la Knesset, a déclaré Ofer Golan, le porte-parole de Benyamin Netanyahu. Plus tôt, ce dernier avait annoncé dans une conférence de presse son intention de faire une demande d'immunité, «conformément à la loi», afin de continuer à servir le pays. «Netanyahu sait qu'il est coupable», a immédiatement réagi Benny Gantz, grand rival du Premier ministre, dans une conférence de presse. Pour l'ancien général à la tête de la formation centriste Kahol Lavan, cette demande d'immunité constitue une tentative évidente de Netanyahu d'échapper à la justice. Le parti centriste Kahol Lavan fera tout ce qui est en son pouvoir pour «empêcher l'immunité» de Benyamin Netanyahu, a-t-il déclaré, ajoutant : «En Israël, personne n'est au-dessus de la loi.» Le 21 novembre, le procureur général Avichai Mandelblit a annoncé l'inculpation de Benyamin Netanyahu pour «corruption», «malversations» et «abus de confiance» dans trois affaires différentes, des allégations que le Premier ministre réfute et qualifie de «chasse aux sorcières». Le procureur Mandelblit lui a donné jusqu'au 2 janvier pour présenter une demande d'immunité dans ces affaires. La loi israélienne stipule que tout ministre poursuivi pénalement doit démissionner, mais cela ne s'applique pas au Premier ministre. S'il peut rester en fonction, Benyamin Netanyahu ne jouit toutefois d'aucune immunité face à la justice, d'où le fait qu'il souhaite la demander à la Knesset. Mais le plus préoccupant est la confiance que semble encore lui porter une certaine frange de la population israélienne qui s'accommode de son incompétence et de sa corruption tant qu'il continue à promouvoir la politique violente et inhumaine envers le peuple palestinien. Reste à savoir si un changement de cap verra enfin le jour en mars prochain à l'occasion des nouvelles élections législatives et si les Israéliens sont prêts à tourner la page Netanyahu qui n'a fait ces dernières années qu'isoler l'État hébreu encore un peu plus sur la scène internationale où une majorité de nations condamne la politique d'extrême droite menée par le patron du Likoud.

F. M.

Turquie

Les jets privés utilisés «illégalement» pour la fuite de Ghosn

La compagnie aérienne privée Lurque MNG Jet a dénoncé vendredi l'utilisation «illégal» de deux de ses appareils pour permettre à l'ancien patron de l'Alliance automobile Renault Carlos Ghosn de fuir le Japon pour le Liban, via Istanbul, ajoutant avoir porté plainte. «MNG Jet a déposé une plainte au sujet de l'utilisation illégale de ses services d'aviation privée en lien avec la fuite de Carlos Ghosn», a déclaré la compagnie dans un communiqué. Selon MNG Jet, deux jets privés ont été loués en décembre à deux clients: l'un des appareils pour un vol Dubaï-Osaka, puis Osaka-Istanbul, et l'autre pour un vol Istanbul-

Beyrouth. «Ces deux locations n'avaient en apparence aucun lien entre elles. Le nom de M. Ghosn n'est apparu dans les documents d'aucun des deux vols», a affirmé MNG Jet, ajoutant que la compagnie opère les appareils mais n'en est pas propriétaire. La compagnie accuse l'un de ses employés qui a été arrêté par la police turque d'avoir agi de sa propre initiative et d'avoir «falsifié des documents». MNG Jet indique avoir lancé une enquête interne et coopérer avec les autorités turques qui ont arrêté jeudi sept personnes, dont quatre pilotes, soupçonnés d'avoir aidé M. Ghosn dans sa fuite. Les sept suspects doivent

être déférés devant un tribunal vendredi en vue de leur placement en détention provisoire. La fuite de M. Ghosn du Japon, où il est accusé de malversations financières et était assigné à résidence après 130 jours en prison, constitue un rebondissement dans une affaire hors normes qui a vu la chute de l'un des plus puissants patrons de l'automobile. D'après les médias turcs, M. Ghosn, d'origine libanaise, est soupçonné d'avoir atterri tôt lundi à l'aéroport Atatürk à bord d'un appareil en provenance d'Osaka, et d'en être reparti vers le Liban peu de temps après à bord d'un autre jet privé.

(APS)

Salon national de la photographie de Mila

Fouad Tabhacht de Chlef décroche le prix de «la photo expressive»



Par Seal A.

La photographie consacrée immortalisait la tradition de la «Touisa», alors que le prix de la

«meilleure exposition intégrée» est revenu à la photographe Aicha Nouassar de la wilaya de Batna pour sa mini exposition sur les traditions dans les Aurès, l'art culinaire notamment.

Etats-Unis

Mariah Carey, numéro 1 de la musique sur quatre décennies différentes

GRÂCE à son morceau «All I Want for Christmas Is You», la diva de la pop Mariah Carey est devenue la première artiste à avoir été en tête du palmarès américain de la musique sur quatre décennies différentes. Le tube sorti en 1994 est au sommet du classement Billboard Hot 100 pour la semaine du 4 janvier 2020. Mariah Carey a ainsi eu un single en tête dans les années 90, 2000, 2010 et 2020. «All I Want for Christmas Is You» a bénéficié en 2019 d'une nouvelle campagne de promotion, avec une ressortie de l'album «Christmas» et une nouvelle vidéo. Ce petit film utilisait des plans tournés durant la production du clip original, mais jamais vus depuis. L'arrivée de Noël, une tournée de Mariah Carey aux Etats-Unis et sa savante utilisation des réseaux sociaux ont fait le reste, propulsant le morceau en haut du classement établi par Billboard, le premier numéro un de la chanteuse depuis plus de 11 ans. Déjà populaire durant les années 90 et 2000, le titre a bénéficié d'un coup de fouet grâce à son inclusion dans la bande originale du film «Love Actually» (2003) mais surtout avec l'émergence du streaming.

R. C.

■ Le photographe Fouad Tabhacht, de la wilaya de Chlef, a décroché le prix de la «meilleure photo expressive» de la huitième édition du Salon national de la photographie de Mila, «La photographie, un art et une culture», clôturée mercredi soir à la maison de la culture M'barek-El Mili.

Le prix du jury a été décroché par le photographe Said Ankak, de la wilaya de Skikda, pour une photo zoomant un homme aux besoins spécifiques.

La qualité des 230 photographies présentées à l'occasion de ce salon national de 2 jours, organisé à l'initiative de la maison locale de la culture, a été qualifiée de «niveau

international» par le jury.

Selon un membre du jury, Mourad Amraoui, ce salon dans sa 2^e édition a enregistré une évolution par rapport à l'édition précédente, en témoigne, a-t-il soutenu, «l'échange fructueux parmi les participants et le nombre intéressant des 58 photographes venus de différentes wilayas du pays».

La 8^e édition du Salon national de la photographie a vu la participation de 58 photographes venus de 35 wilayas et a été marquée par l'organisation d'ateliers consacrés à la «photographie des monuments historiques», «photographie de paysages naturels» et «l'art de l'éclairage dans la photographie».

S. A.

—Salon national des jeunes collectionneurs à Tissemsilt— Ouverture d'un atelier de formation sur l'art de la collection

Une session de formation sur l'art de la collection s'est ouverte, jeudi, à la maison de la culture «Mouloud-Kacim-Nait Belkacem» de Tissemsilt, dans le cadre de la 5^e édition du Salon des jeunes collectionneurs, qui se tient dans cet établissement culturel.

L'atelier, organisé par la direction de la jeunesse et des sports, profite à 50 jeunes amateurs de collection âgés entre 18 et 25 ans, adhérents à près de 20 structures de jeunes de la wilaya, a-t-on indiqué.

Deux jours durant, ces jeunes reçoivent des cours théoriques et pratiques sur les rudiments de l'art de la collection et les genres d'objets, des antiquités et les pièces à valeur historique, de civilisation et du patrimoine qui

peuvent être collectionnées dans un cadre structuré au sein des structures de la jeunesse. Cette session de formation est encadrée par un professeur de l'université de Constantine spécialisé dans l'art de la collection, Alaoua Seghir.

M. Seghir a indiqué à l'APS que cet atelier de formation permet d'encourager les jeunes adhérents des établissements des jeunes de la wilaya de Tissemsilt à pratiquer l'activité de collection et leur apprendre les principes de la préservation du patrimoine matériel du pays, ainsi que l'élargissement de la pratique de cet art au niveau des maisons de jeunes, des salles omnisports de proximité et des salles polyvalentes de la région.

La deuxième journée du

Salon des jeunes collectionneurs, a vu l'organisation d'une exposition d'antiquités anciennes de valeur, de timbres postaux, de pièces de monnaies anciennes et d'habits anciens, ainsi que des bijoux anciens, des livres, des manuscrits et des épées.

La manifestation, organisée à l'initiative de la Direction de la jeunesse et des sports en coordination avec la maison de la culture et l'Office des établissements des jeunes, enregistre la participation de 24 jeunes adhérents des établissements des jeunes, ainsi que des structures éducatives, de formation et du mouvement associatif de 22 wilayas.

K. L.

Critique

Dans les coulisses d'«Art nègre», par Bruno Tessarech

Ecrire les Mémoires d'un ex-taulard ou d'un chirurgien, une façon de vivre de sa plume. Art nègre, par Bruno Tessarech : une fiction alerte et drôle. C'est le grand bazar chez Louis. De la poussière partout, un aspirateur qui n'aspire plus, du linge à repasser qui s'entasse, un lit en

bataille et une fiancée partie depuis huit mois. Sans parler de cette fichue panne d'inspiration qui le tient, les yeux vides, face à l'ordinateur, telle la poule devant un couteau. Quand François, un vieil ami éditeur, téléphone pour lui proposer une «affaire», Louis ne rechigne pas devant cette

rentrée d'argent inattendue. Il lui suffit de devenir «coauteur d'un livre qui devrait faire un tabac», soit le témoignage d'un homme ayant passé vingt ans en prison. Devenir ghost writer ou plus trivialement nègre, pourquoi pas ? Commence une nouvelle carrière pour ce brave fantôme des

lettres prêt à endosser un bon nombre de costumes. Malchanceux avec l'ex-taulard qui a la mauvaise idée de se faire prendre avec du shit dans sa voiture, Louis rédigera les Mémoires d'un grand chirurgien. Viendront ceux d'un écologiste et de dizaines de célébrités plus

ou moins éphémères qui permettront de gonfler son compte en banque et d'engager une femme de ménage top niveau.

Bruno Tessarech mêle imaginaire et réalité

Bruno Tessarech est à son aise pour empoigner ce livre drôle et sarcastique racontant un métier de coulisses et de conversations feutrées. Disons même qu'il est dans son élément car il puise dans sa propre expérience. Il réussit pourtant à prendre de la distance, narrant une foule d'anecdotes délicatement voilées. Et l'intérêt ne réside pas dans ce jeu des reconnaissances : Tessarech est un romancier et «Art nègre» est une fiction enthousiasmante qui repose sur une documentation bien menée, des dialogues et un rythme réjouissants.

Art nègre, par Bruno Tessarech. Buchet-Chastel, 240 p. Christine Ferniot

Ecosse

Le peintre et romancier Alasdair Gray est mort

Ecrivain, dramaturge, artiste peintre, ce militant de la cause nationaliste écossaise était le chef de file de l'«Ecole de Glasgow». Auteur de «Lanark», un maître-livre qui lui a pris plus de dix années d'écriture, il est mort le 29 décembre 2019, à l'âge de 85 ans. Ses pairs le comparaient à un William Blake écossais. Parce qu'il était un artiste complet, à la fois romancier, dramaturge, peintre, muraliste et surtout un grand humaniste. On le revoit encore, ce colosse nordique, bouc foisonnant, mèches en broussaille, avec souvent, sur les doigts, de la peinture provenant de son dernier tableau. Né le 28 décembre 1934 et marqué, dans son enfance, par les bombardements de la Deuxième Guerre mondiale, il

avait, à partir des années 1950, étudié puis enseigné à l'Ecole des beaux-arts de Glasgow. Dès cette époque, il s'était mis à composer son maître livre, «Lanark», dont la rédaction lui prit plus de dix ans et qui fut suivi d'une douzaine d'autres, dont seulement trois traduits en français, «Pauvres créatures» (Métaillé, 2003), «Le Faiseur d'histoires» (Métaillé, 2004) et «Histoires maigres» (un recueil collectif de nouvelles au Passage du Nord Ouest, 2007).

Une quête novatrice

«Lanark» relate les aventures d'un peintre amnésique errant dans un monde en décomposition, qui se suicide mais renaît dans un

univers parallèle où il rencontre son géniteur, l'écrivain. A elle seule, cette œuvre résume les ambitions esthétiques d'Alasdair Gray : un audacieux mélange des genres sur le fond et, quant à la forme, une volonté affichée de rompre avec les conventions habituelles et la linéarité du récit romanesque. Il n'est pas rare que les chaos internes des personnages de Gray se traduisent dans ses ouvrages par une explosion typographique ou par plusieurs pages blanches. C'est cette quête novatrice, toujours placée sous le signe de l'humour et de l'autodérision, qui avait fait de lui le chef de file de ce qu'on appelle l'«Ecole de Glasgow».

Racim C.



Coupe arabe des clubs
Le Raja Casablanca amoindri face au MCA

LE RAJA Casablanca (Div.1 marocaine de football) s'est déplacé à Alger amoindri par l'absence de trois joueurs cadres, en vue du match face au MC Alger, samedi au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h00), en quarts de finale (aller) de la Coupe arabe des clubs, rapporte le site sportif le 360 Sport. Outre l'attaquant Hamid Ahaddad, blessé à la cuisse, l'entraîneur Djamel Sellami devra se passer des services du latéral gauche camerounais Fabrice Ngah, et l'attaquant marocain Ayoub Nanah, blessés. Le Raja pourrait également être privé de son vice-capitaine Badr Benoun. Le défenseur qui revient d'une longue période de rééducation va accompagner le groupe à Alger, mais sa participation reste incertaine, selon la

même source.

Le MC Alger, 2^e de la Ligue 1 algérienne, s'est qualifié aux dépens de la formation irakienne d'Al-Quwa Al-Jawiya (aller : 0-0, retour : 0-0, aux t.a.b : 4-2).

De son côté, le Raja Casablanca, engagé dans le groupe D de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique en compagnie de la JS Kabylie, a éliminé son voisin du Wydad Casablanca (aller :1-1, retour : 4-4). Les quarts de finale (aller) de l'épreuve arabe, dont le vainqueur empochera une prime conséquente de 6 millions de dollars, ont débuté avec le déroulement des deux premiers matchs inscrits au programme : Al-Shabab (Arabie saoudite) - Police Club (Irak) 6-0, et Ittihad Alexandrie (Egypte) - Al-Ismaïly (Egypte) 0-1.

Coupe d'Algérie de football (16^{es} de finale)
CSC-JSS en vedette

■ Les seizièmes de finale de la Coupe d'Algérie de football proposent des affiches très intéressantes, surtout entre pensionnaires de la Ligue I.



Les Constantinois en appel

Par Mahfoud M.

Ainsi, le choc de ce tour sera certainement le match qui se joue au stade Hamlaoui de Constantine entre le CSC et la JS Saoura. La formation constantinoise part avec les faveurs du pronostic, même avec le départ de son coach, Denis Lavagne. Les gars de la ville du Rocher sont décidés à jouer cette compétition à fond et feront tout leur possible pour l'emporter, si possible durant les 90 minutes, pour éviter toute mauvaise surprise. Pour sa part, la JS Saoura sait ce qui l'attend lors de ce match et se déplacera avec un esprit conquérant. Les Sudistes se donneront à fond pour arracher le billet de la qualification aux huitièmes de finale de cette compétition. Il y aura aussi des matchs intéressants qui opposeront les équipes de la Ligue I face à ceux de la Ligue II. Ainsi,

l'O Médéa, leader de la Ligue I donnera la réplique au leader de la Ligue I, le CR Belouizdad. Même avec la crise économique dont souffrent les gars du Titteri ces derniers temps, cela ne l'empêche pas d'espérer décrocher le ticket de la qualification, même s'ils savent que ce ne sera pas facile devant une belle équipe du Chabab qui reste sur un nul à domicile face au MCO et qu'elle souhaite effacer. Le départ de l'entraîneur Amrani ne devrait pas influencer sur cette formation qui est prête à se donner à fond pour remporter la victoire. Le RC Arbaâ, à la seconde place au classement général de la Ligue II, croisera le fer avec le Nasr d'Houssein-Dey, sociétaire de la Ligue I, avec l'espoir de décrocher un succès et passer encore ce tour. Toutefois, le Nasria ne l'entendra pas de cette oreille et fera tout ce qui est en son pouvoir pour l'emporter. Les poulains de Adjali se sont bien repris

ces derniers temps et souhaitent continuer sur cette lancée. De son côté, le CA Bordj Bou Arreridj donnera la réplique à l'AS khroub, alors que l'ASO Chlef jouera l'IRB Bou Medfaâ, ce qui reste à la portée de ces deux formations. Enfin, l'ES Sétif, l'un des clubs les plus titrés dans cette épreuve, devrait pouvoir l'emporter face à Chelghoum Laïd.

M. M.

Le programme :
Samedi et dimanche 4 et 5 janvier :
CABBA-ASK
ASOC-IRBBM
MCO-ARBG
ABCL-ESS
ABS-CRZB
SCM-USMBA
ESG-MSPB
RCA-NAHD
OM-CRB
CSC-JSS

CR Belouizdad

Korichi désigné directeur du pôle compétitif

TAOUFIK KORICHI a été nommé jeudi en tant que directeur du pôle compétitif du CR Belouizdad, en remplacement de Saïd Allik, a annoncé l'actuel leader de la Ligue 1 de football.

Outre cette fonction, l'ancien Directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne (FAF) va également occuper le poste de porte-parole du club, selon un communiqué du CRB publié sur sa page officielle Facebook. Cette nomination intervient quelques jours après la décision de la direction du club de nommer Allik au poste de directeur général de la SSPA/Chabab Riadhi Belouizdad. Mais selon les dernières informations, l'ancien président de l'USM Alger serait sur le départ. Rien ne va plus au CRB, dont l'entraîneur Abdelkader Amrani a décidé jeudi dernier de jeter l'éponge

pour rejoindre la formation marocaine du Difaâ Hassani El-Jadidi, en remplacement de Badou Zaki, passé par le CRB en 2017 avec à la clé une Coupe d'Algérie. En attendant la nomination d'un nouvel entraîneur, l'état-major du Chabab a confié l'intérim à l'entraîneur-adjoint Lotfi Amrouche et à l'ancien capitaine belouizdadi Karim Bakhti. Le technicien belge Paul Put, passé notamment par l'USM Alger, est fortement pressenti pour succéder à Amrani. Le CR Belouizdad, qualifié pour les 16^{es} de finale de la Coupe d'Algérie aux dépens de l'IS Tighennif (inter-régions) 2-0, occupe provisoirement la tête du championnat de Ligue 1 avec deux longueurs d'avance sur le MC Alger qui compte cependant un match en moins contre l'ES Sétif, prévu le 9 janvier prochain au stade Omar-Hamadi (17h00).

Joueur arabe de l'année-2019

Ryad Mahrez nommé par «Russia Al Youm»

L'INTERNATIONAL algérien Ryad Mahrez a été plébiscité «joueur arabe de l'année-2019», par la chaîne de télévision «Russia Al Youm», à l'issue d'un sondage effectué sur son site et qui a pris fin, mercredi, devant l'Egyptien Mohamed Salah et le Syrien Amr Assouma. Mahrez (Manchester City) a récolté 57 % des suffrages, devant le joueur de Liverpool, Mohamed Salah (22 %) et Assouma, joueur de l'Ahly d'Arabie saoudite, avec 7 % des voix seulement. Le Top cinq arabe a été complété par l'Irakien Ali M'hand (4 %) et le

Saoudien d'Al Hilal, Salem Adousri (3 %). Au chapitre de la meilleure galerie, le public de l'Espérance de Tunis arrive en tête avec 200 000 voix, devant le Club Africain (134 000) et le Raja de Casablanca du Maroc (38 000 voix). Aucun club algérien ne figure dans le Top 10 des meilleures galeries arabes, selon le sondage de la chaîne russe. Le Top dix comprend également dans l'ordre : Al Wahadat (Jordanie), Widad de Casablanca (Maroc), Hatine (Syrie), Tashrine (Syrie), Ahly du Caire (Egypte), Zamalek (Egypte) et Ezzawra (Irak).

Lutte/Championnat national seniors

Les athlètes du CREPESM haut la main

LES ATHLÈTES du Centre de regroupement et de préparation des équipes sportives militaires (CREPESM) de Ben Aknoun ont dominé les épreuves du Championnat d'Algérie de lutte seniors (messieurs et dames), organisées mardi et mercredi à la Coupole du Complexe Olympique Mohamed-Boudiaf (Alger). Les athlètes du CREPESM de Ben Aknoun ont pris la première place du podium en lutte gréco-romaine, avec un total de 215 points, suivis des lutteurs de la ligue d'Alger (178 pts) et celle de Blida (85 pts). En lutte libre, la

concurrence a été très rude avec les représentants de la ligue d'Alger, habitués à raffler les premières places dans cette spécialité grâce aux lutteurs de la sélection algérienne, mais le dernier mot est revenu aux militaires avec 172 points, devant les Ligues d'Alger (144 pts) et Oran (128 pts). «La préparation de nos lutteurs ne s'est jamais arrêtée, que ce soit avec les militaires ou à travers les stages organisés par la fédération en Algérie et à l'étranger. Nous avons confirmé notre suprématie en lutte gréco-romaine, mais également en lutte libre».

Match retard/USMA-PAC

Les Rouge et Noir décidés à vaincre

Les Rouge et Noir de l'USMA visent la réhabilitation lors du match en retard qu'ils dispute-

ront cet après-midi face au voisin du Paradou AC. En effet, les gars de Soustara qui enregistrent des résultats décevants, surtout en Ligue des champions d'Afrique, souhaitent se reprendre au plus vite. Ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour prendre les trois points lors de ce match qui reste très important surtout que ce sont eux qui reçoivent lors de ce derby. Les poulains de Dziri savent ce qui les attend néanmoins, et seront prudents face à cette équipe, qui telle une bête blessée, jettera toutes ses forces dans la bataille. Les Jaune et Bleu du PAC sont, eux, sur une

courbe ascendante après avoir remporté deux succès en championnat et gagné aussi lors du match de Coupe d'Afrique face aux Nigériens d'Enyemba. Il s'agit donc pour les hommes de Chalo de confirmer et de montrer qu'ils ne méritent pas cette place dans le bas du tableau. Les Pacistes croient en la possibilité de repartir avec les trois points de la victoire lors de cette rencontre, même s'ils jouent une équipe difficile à manier et de surcroît évoluera à domicile devant ses fans.

I. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Sétif

Décès de deux frères par asphyxie au monoxyde de carbone

DEUX frères ont trouvé la mort et deux autres membres de la même famille des victimes ont été sauvés in extremis, jeudi, à douar Beni Gheboula dans la commune d'Ain Legradj (nord de Sétif), après avoir inhalé du monoxyde de carbone émanant d'un appareil fonctionnant au gaz naturel, ont indiqué les services de la Direction de la Protection civile (DPC). Les éléments de ce corps constitué de l'unité d'intervention de la commune de Beni Ourtilane sont intervenus pour l'évacuation des corps sans vie de deux frères âgés de 5 et 15 ans a précisé à l'APS, le chargé de l'information et de la communication de la Protection civile, le capitaine Ahmed Laâmamra relevant que l'intervention des pompiers a

aussi permis de secourir deux autres personnes de la même famille (une mère et son fils) âgées de 35 et de 9 ans, actuellement sous surveillance médicale, dans l'établissement hospitalier de la localité de Beni Ourtilane. Cet accident est le deuxième du genre dans la commune d'Ain Legradj au cours des 12 dernières heures, a noté la même source rappelant la mort d'un père de famille, âgé de 58 ans et de son fils (16 ans) dans le village de Tala Ouezzar, ce jeudi. Les dépouilles des deux victimes ont été acheminées vers la morgue de l'hôpital de la commune de Beni Ourtilane (nord de Sétif) par les services de ce corps constitué, a-t-on signalé de même source.

L. K.

Sétif

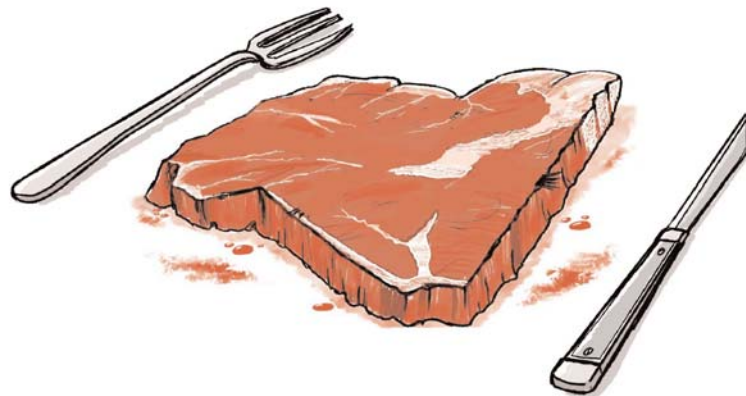
Démantèlement d'un atelier clandestin de fabrication de produits en plastique contrefaits

LES SERVICES de la sûreté de wilaya de Sétif ont démantelé un atelier clandestin de fabrication de produits en plastique contrefaits, a-t-on appris jeudi du responsable de la cellule d'information et de communication auprès de ce corps de sûreté, le lieutenant, Abdelouahab Aissani. Cette opération qui s'inscrit dans le cadre des efforts de lutte contre la contrefaçon et la fraude a donné lieu à la saisie de 120 000 unités de verres et cuillères et autres ustensiles en plastiques destinées à la commercialisation en plus de machines et équipements utilisés dans la fabrication et la transformation du plastique et autres pour le placement de fausses étiquettes, a précisé la même source à l'APS. Agissant sur la base de renseignements faisant état d'activité illégale d'un atelier clandestin qui s'adonnait à la production de produits contrefaits en plastique por-

tant une marque commerciale étrangère, les éléments de la brigade économique et financière du service de wilaya de la police judiciaire ont intensifié les investigations et sont parvenus à l'identification du lieu, où est implanté l'atelier suspect. Après une perquisition des lieux, il s'est avéré que le propriétaire de l'atelier ne dispose pas de registre du commerce ou documents l'autorisant à pratiquer cette activité, a souligné la même source, précisant que le mis en cause n'a pas respecté les procédures légales du code du commerce et du code de protection du consommateur. La valeur marchande de la saisie est de l'ordre de 5,3 millions DA, a indiqué la même source, précisant qu'un dossier pénal a été élaboré à l'encontre du mis en cause pour «pratique commerciale sans autorisation, absence du registre du commerce».

May H.

La Libye attise les convoitises



LOWIS

Djalou@hotmail.com

Meurtre d'un enfant à Tipasa

Les cinq suspects présentés devant le parquet

■ Les cinq individus suspectés, dont les deux principaux accusés, impliqués dans l'affaire de détournement et de meurtre d'un mineur, un crime survenu mercredi à Sidi Rached (sud de Tipasa) ont été présentés vendredi devant le parquet près le tribunal de Tipasa, a indiqué le chef de service de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya.

Par Slim O.

Plusieurs chefs d'inculpation ont été retenus contre les suspects dans cette affaire de meurtre de l'enfant «B.K.», âgé de 12 ans, dont «détournement de mineur, meurtre avec préméditation, non-dénonciation de crime et dissimulation d'un crime», a annoncé le chef de service de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya, le commissaire principal Mourad Abdennour lors d'une conférence de presse. Le même responsable a affirmé qu'il s'agit d'un crime abject, relevant que la victime, un enfant âgé de 12 ans, originaire de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, est venu à Sidi Rached (au sud de Tipasa), dans le cadre d'une visite familiale. Il a été enlevé par deux personnes qui l'ont détourné à près de 3 km du domicile où il résidait avant d'être agressé avec l'usage de pierres. Le corps sans vie de l'enfant assassiné a été découvert au niveau d'une forêt, située entre les communes de Sidi Rached et

Ain Tagourait. En moins de 24 heures, les éléments de la police judiciaire ont identifié le principal suspect et son acolyte (20 et 22 ans) avant d'arrêter dans la nuit de mercredi à jeudi les autres éléments de la bande impliqués dans ce crime qui ont tous reconnu les faits retenus à leur rencontre, a expliqué le commissaire principal Mourad Abdennour. Par ailleurs, le même responsable sécuritaire a démenti le fait que les suspects activent dans le cadre d'une organisation spécialisée dans le

rapt d'enfants, soulignant qu'il s'agit d'une affaire de détournement et de meurtre d'enfant. Issus de la ville de Sidi Rached, les suspects âgés de 20 à 30 ans sont des chômeurs sans antécédents judiciaires. Se limitant aux faits dévoilés lors de la conférence de presse afin de «préserver le secret de l'enquête et l'honneur des familles», le commissaire principal a affirmé que les suspects seront présentés devant le parquet près le tribunal de Tipasa qui statuera dans l'affaire.

S. O.

Tizi Ouzou

Un enfant mortellement fauché par un chauffard

UN ENFANT a été mortellement fauché par un chauffard à bord d'un camion mercredi dernier sur la RN 12 à hauteur de Oued Aissi (7 km à l'Est de Tizi Ouzou). Selon les indications fournies par la Protection civile, le drame qui a coûté la vie à un

garçon de 9 ans, s'est produit peu après 16h. Le corps de la victime a été transféré vers la morgue du CHU Nedir-Mohamed de Tizi Ouzou alors que les services de sécurité ont ouvert une enquête sur les circonstances de l'accident.

Hamid M.

Fédération nationale des agences immobilières

Appel à la lutte contre les intermédiaires

LA FÉDÉRATION nationale des agences immobilières (FNAI) a appelé jeudi à partir de Skikda, à la lutte contre les intermédiaires activant dans le marché immobilier. Lors d'une réunion consacrée au renouvellement des membres du bureau local du FNAI, le président de la Fédération nationale des agences immobilières, Noureddine Minaceri a relevé l'importance de passer par les agences immobilières agréées

pour toute transaction de vente ou de location d'immobilier «pour une meilleure organisation de l'activité de l'agent immobilier». «La FNAI propose comme solution provisoire, l'obligation de passer par les agences immobilières dans toute transaction pour garantir les droits des agents immobilières et lutter contre la spéculation dans les prix», a-t-il ajouté argumentant que cette démarche permet d'assurer la

transparence qu'exige le marché immobilier, de lutter contre la fraude fiscale et d'offrir une «valeur réelle» aux biens immobiliers. Le même responsable a souligné la mise en place d'un baromètre des prix au service du Trésor public pour mieux organiser le marché immobilier relevant que cette solution permettra à l'Etat de connaître la valeur réelle des biens immobiliers pour une réévaluation du marché immobi-

lier, d'autant, a-t-il ajouté que «la majorité des biens existants en Algérie ne sont pas estimés à leur juste valeur». Il a proposé d'opérer selon cette méthode en attendant l'assainissement de toutes les données du marché national de l'immobilier pour «une gestion judicieuse de ce domaine devant permettre la préservation des droits du citoyen, des agents immobiliers et de l'Etat». Le même responsable a appelé également

à la détermination des critères de la publicité dans ce domaine et la révision du code de cette activité en collaboration avec le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville. La wilaya de Skikda dispose de 14 agences immobilières, 11 d'entre elles sont agréées et trois en phase d'agrément, selon le président du bureau local de la Fédération nationale des agences immobilières, Imad Redjam.

M. O.